

# **ETUDE DE L'IMPACT DES INVESTISSEMENTS DANS LES SECTEURS DES HYDROCARBURES ET DE L'ENERGIE SUR L'ECONOMIE IVOIRIENNE**

## **COMMANDITAIRE : MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES**

**Mai 2018**

### **Résumé synthétique**

La Côte d'Ivoire a enregistré de bonnes performances économiques depuis 2012 avec un taux de croissance moyen de l'ordre de 8%. Elle ambitionne être un pays émergent à l'horizon 2020. Dans cette perspective, le développement des secteurs des hydrocarbures et de l'énergie reste l'une des priorités de l'Etat ivoirien. Ainsi l'Etat a poursuivi ses efforts d'investissements dans le but d'augmenter l'offre d'hydrocarbures et d'énergie en vue de soutenir la transformation structurelle de l'économie. Ces investissements visent à mettre à la disposition des agents économiques (ménages, entreprises) des produits et services énergétiques de qualité, en quantité suffisante et à moindres coûts.

Les actions de l'Etat ivoirien dont la plupart des projets sont en cours de réalisation par le Ministère du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables, concernent : (i) l'accroissement de la capacité des infrastructures de production d'énergie électrique, notamment le développement des infrastructures hydroélectriques (le développement des sites sur le Bandama, le Sassandra, le Cavally et le Comoé) et le renforcement du dispositif de production de l'électricité de source thermique par le développement des cycles combinés ; (ii) le développement des énergies renouvelables et le renforcement de la maîtrise d'énergie (mise en œuvre de projets solaires, biomasse et petite hydroélectricité) ; (iii) l'accélération de la construction et de la réhabilitation des infrastructures d'approvisionnement et de stockage des produits pétroliers et gaziers, notamment par la mise en œuvre du projet d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) ; iv) l'intensification de l'exploration et de la production pétrolière, surtout en eau profonde.

Au total, il est à noter, en particulier, que les investissements réalisés au cours des dernières années dans les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie ont permis de faire face à une demande électrique de plus en plus grandissante (plus de 8,3% en 2016) et d'augmenter le niveau de consommation d'énergie par habitant, passant de 565,5 kg en équivalent pétrole en 2010 à 626,7 kg en équivalent pétrole en 2015 (Banque Mondiale<sup>1</sup>, 2017).

---

<sup>1</sup> Données issues de la base 2017 World Development Indicators de la Banque Mondiale (2017). Les données non référencées sont issues du MPEDER.

Ces efforts devraient aussi contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers un meilleur accès à l'électricité et une baisse du coût de la vie.

Aussi, la réalisation des investissements prévus dans les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie devrait améliorer la contribution du secteur industriel aux performances économiques nationales en général et celles sectorielles en particulier. C'est dans ce contexte que se situe cette étude dont l'objectif est d'évaluer l'impact de ces investissements sur l'économie ivoirienne.

La démarche méthodologique adoptée pour sa réalisation s'est articulée autour de quatre points :

- (i) une revue documentaire qui a permis de faire l'état des lieux en matière d'investissement dans les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie (le cadre réglementaire, l'évolution du secteur depuis ces dix dernières années) ;
- (ii) une collecte des données quantitatives et qualitatives. Les données quantitatives ont été collectées dans le district d'Abidjan auprès des ménages et des entreprises. Ces données ont permis de comprendre et d'analyser les perceptions des entreprises et des ménages au sujet de ces investissements et leur impact sur l'activité économique et le bien-être des ménages. Quant aux données qualitatives, elles ont permis de cerner l'environnement de ces secteurs en Côte d'Ivoire, appréhender la cohérence entre les efforts d'investissement et les objectifs économiques traduits dans le PND ;
- (iii) une analyse statistique pour décrire l'évolution de la production, des prix, de l'investissement au regard des performances économiques de la Côte d'Ivoire ;
- (iv) un modèle macroéconomique pour évaluer l'impact de ces investissements sur l'économie ivoirienne en faisant ressortir les impacts globaux et sectoriels.

Il ressort des analyses que la Côte d'Ivoire a réalisé d'importants investissements dans les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie. Dans le secteur des hydrocarbures, les investissements réalisés depuis 2012 ont permis d'inverser la tendance baissière de la production de produits pétroliers. Dans le secteur de l'énergie, le constat est que la production brute augmente en vue d'assurer un ravitaillement sans interruption des agents économiques. La valorisation du potentiel en hydrocarbures et électricité du pays occupe une place de choix dans les PND.

Ces investissements ont également impulsé une nouvelle dynamique dans le secteur qui voit sa participation à la croissance économique augmenter. Cette performance est cohérente avec l'augmentation de la production brute dans ces secteurs. Il faut noter toutefois que l'industrie pétrolière contribue plus à la richesse nationale comparativement au secteur *énergie*. Cependant, force est de reconnaître que la contribution réelle de ces secteurs à la croissance économique, tout en étant positive, décroît dans le temps depuis 2012.

La dynamique des secteurs des hydrocarbures et de l'énergie impacte bien les autres secteurs de l'économie. L'analyse a montré que dans le secteur primaire, ce sont les secteurs agriculture d'exportation et agriculture vivrière qui se montrent très sensibles à la croissance dans le secteur énergie. Quant au secteur secondaire, ce sont les BTP et les autres industries qui enregistrent de fortes corrélations avec le PIB au prix courant du secteur énergie.

Concernant le secteur des hydrocarbures, la dynamique influe fortement sur les BTP et les autres industries dans le secteur secondaire. Les résultats de l'évaluation quantitative montrent également que l'augmentation des investissements dans les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie a un impact globalement positif sur la valeur ajoutée de tous les secteurs d'activités sur toute la période d'analyse. Il en est de même sur le revenu et le bien-être des ménages.

Cette étude a montré qu'il y a bien une cohérence entre les efforts d'investissements dans les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie et les ambitions de l'Etat de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent.

Toutefois les enquêtes de terrain auprès des ménages et des entreprises d'une part et les interviews réalisées auprès des acteurs institutionnels des secteurs d'hydrocarbure et de l'énergie, ont révélé par exemple que l'électricité coûte cher et le prix moyen du kWh continue d'augmenter affectant négativement le bien-être des ménages et la compétitivité des entreprises. Il en est de même pour le coût des produits pétroliers. Fort de ces résultats, les recommandations suivantes sont faites :

- le gouvernement doit poursuivre ses efforts d'investissement dans les secteurs car cela a amélioré la disponibilité des produits et le taux de couverture ;
- les secteurs les plus sensibles étant les BTP et les autres industries, l'Etat pourraient envisager la mise en place de mesures spécifiques pour ces secteurs en vue d'une part, optimiser les recettes publiques sans contraindre la dynamique dans ces secteurs et d'autre part, promouvoir une accélération de la croissance économique dans ces

derniers. Ce serait par exemple l'octroi de conditions fiscales attractives aux entreprises de ce secteur en relation avec leur capacité de création d'emploi ;

- l'étude montre que la non disponibilité des produits pétroliers pourrait expliquer l'accès limité de la population à certains de ces produits pétroliers et d'hydrocarbures. Sur ce point, l'Etat pourrait envisager l'amélioration de la disponibilité des produits sur toute l'étendue du territoire. Cela pourrait se faire par la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures de dépôts et postes de ravitaillement en produits pétroliers. Par exemple dans le cas des produits pétroliers, les investissements de l'Etat peuvent s'orienter vers la construction de dépôts et/ou de postes de chargement du gaz butane dans plusieurs régions et villes du pays. L'on note l'indisponibilité du dépôt de Bouaké, l'inexistence d'un dépôt de stockage à San Pedro, l'existence d'un seul Bac de stockage de DPO ;
- s'agissant des prix au consommateur final, l'Etat devrait s'investir aussi dans la recherche de mécanisme permettant de stabiliser voire réduire les coûts de l'électricité. Cela pourrait se faire à travers des subventions accordées dans la branche distribution ou bien par une libéralisation bien pensée du segment de la distribution. La subvention va induire une baisse des coûts au niveau des opérateurs du segment de la distribution qui va se traduire par une baisse des prix au consommateur final. La libéralisation de ce segment va créer la concurrence dans le segment de la distribution. Son impact, si le jeu de cette concurrence est sain et réglementé par l'Etat, devrait induire une baisse des prix au consommateur final également ;